

Compenser tout travail perdu a? l'ae?roport

Lundi, 26. avril 2021

De: Jamshid Pouranpir, secre?taire syndical SSP Trafic a?rien



Photo Eric Roset

Alors que des vagues de licenciements se profilent dans un secteur ae?rien sinistre?, Jamshid Pouranpir, secre?- taire syndical au SSP, demande la mise en place de mesures fortes pour transfe?rer les emplois perdus a? l'ae?roport de Gene?ve dans d'autres domaines e?conomiques.

Des managers de beau temps ont montre? leurs limites pendant cette pande?mie. Personne ne peut exclure la charrette des licenciements a? l'ae?roport de Gene?ve a? venir d'ici a? quelques mois. Les plus optimistes des experts ne pre?voient pas de retour au volume du trafic ae?rien de 2019 avant deux ou trois ans.

Le me?canisme des aides fe?de?rales via la re?duction de l'horaire de travail (RHT) est limite? dans le temps. Pour l'heure, fin septembre 2021, les entreprises actives a? l'ae?roport devront assumer le paiement des salaires de quelque 11000 personnes. Nul besoin d'e?tre devin pour pre?dire qu'il n'y aura pas suffisamment de travail pour tout le monde.

Des employeurs inde?licats ont pourtant de?ja? licencie? tout en profitant pleinement des mesures d'aide. Personne ne s'en est e?mu ni a? Berne ni a? la rue de l'Ho?tel-de- Ville de Gene?ve. Des chantres de privatisations a? tout va ont finalement compris l'importance d'un Etat fort et les carences de «la main invisible du marche?» a? qui on ne saurait plus confier tout notre destin.

Le transport est un bien commun de l'ensemble de la population. Qu'il s'agisse de transport ae?rien, urbain, ferroviaire, fluvial ou lacustre, l'Etat doit se pre?occuper de la viabilite? des moyens de de?placement. L'initiative populaire «Pour un contro?le de?mocratique de l'ae?roport» a e?te? accepte?e par plus de 56% du corps e?lectoral en novembre 2019. Le «Green Deal» europe?en, les objectifs de de?veloppement durable, l'importance grandissante du tourisme de proximit?, de la consommation locale et la de?couverte de visioconfe?rence augmentent la pression sur le secteur ae?rien. La suppression des trains de nuit et la tendance a? passer un week-end dans une me?gapole europe?enne font partie du passe?.

Avant un torrent social provoqu? par des licenciements a? venir, nous devons engager des mesures fortes pour le transfert des emplois de l'ae?roport vers d'autres domaines e?conomiques. Le retour en puissance de l'Etat est e?voqu? bien au-dela? des cercles

syndicaux et de gauche. Afin de ne pas creuser encore plus la perte de confiance dans les institutions, il faut développer des moyens pour la création des emplois équivalents.

Le personnel actif de l'aéroport détient des compétences de haut niveau, une très grande flexibilité, qui se distinguent par le respect scrupuleux des mesures de sécurité et de la ponctualité dans un environnement international. On imagine à peine la chaîne de travail humain qui peut assurer l'arrivée et le départ d'un avion. Ce personnel peut apporter son savoir-faire à bien d'autres domaines économiques.

Le choix réside entre subir un effondrement social inouï ou accompagner une évolution économique provoquée par la pandémie sur fond de pression sur les voyages en avion. Le coût d'un choc massif, avec son corollaire de conflits sociaux, sera très lourd pour un canton frontalier et ouvert sur le monde.

Les pouvoirs publics ont tout intérêt à engager le dialogue avec les partenaires sociaux de l'aéroport pour initier une transition des emplois vers d'autres secteurs économiques. Ou laisser faire la main invisible...

(Paru le 22 avril 2021 dans quotidien [Le Courrier](#), rubrique Agora)